

Santé en danger!

Des propositions pour une réelle alternative à gauche !



Quelques propositions à débattre !

Défense et promotion de la Sécurité Sociale avec le remboursement à 100% par la Sécu pour les dépenses de santé !

Suppression des forfaits et franchises, des dépassements d'honoraires avec une nouvelle convention médicale !

Un moratoire sur les fermetures et diminution d'activités sanitaires et sociales. Abrogation de la loi HPST.

Un pôle public du médicament avec un établissement public de la recherche, de la production et de la distribution du médicament.

Le développement des services publics pour la prise en charge de la perte d'autonomie et la création de nouveaux services publics de « services à la personne »

Un grand plan de formation, de qualification des personnels sanitaires et sociaux sans quotas, des créations de postes. La reconnaissance des qualifications dans les salaires.

Rétablir un code de la mutualité hors de l'assurantiel avec de nouvelles missions.

Les financements de la protection sociale ne doivent pas alimenter les profits du secteur privé lucratif.

Le succès du mouvement du 2 avril en terme de rassemblement, avec plus d'une centaine d'organisations, est une bonne chose. Il est important de poursuivre et d'amplifier avec une mobilisation populaire plus large. Des réponses sont nécessaires ici et maintenant. Il ne peut être question de renvoyer à une femme ou un homme providentielle dans le cadre de l'élection présidentielle. Les difficultés sont vécues aujourd'hui, il faut y répondre aujourd'hui. Nous sommes pour un moratoire immédiat de toutes les restructurations en cours notamment (hôpitaux, maternités, Etablissement Français du Sang), celles impliquant des regroupements, des fermetures d'activité, des privatisations.

Il faut arrêter cela tout de suite ! Il faut impérativement ouvrir des perspectives alternatives à gauche pour la santé et la protection sociale.

En effet, depuis des années les mauvais coups tombent sur le sanitaire et le social. La gauche les a critiqués mais cela ne suffit pas.

Par exemple, en 1995 **les ordonnances Juppé** ont marqué une nette aggravation pour la protection sociale et l'organisation sanitaire. Pour autant, entre 1997 et 2003, ces ordonnances n'ont pas été annulées. N'en sera-t-il pas de même avec **la loi « Bachelot »**, s'il n'y a pas une mobilisation populaire déterminée ? Pour notre part, nous sommes très clairement pour l'abrogation de cette loi et surtout pour l'ouverture d'un vrai débat avec les professionnels, les salariés du secteur et les usagers pour construire une réponse progressiste aux besoins de santé de la population digne du XXI siècle.

Dans ce cadre, nous sommes engagés sur **la défense et la promotion du service public** qui est de loin, la meilleure réponse aux besoins de la population et d'égalité d'accès.

L'exigence de démocratie est une forte demande des personnels, professionnels et usagers face à l'autoritarisme et la technocratie des réformes engagée depuis plus de vingt ans. A l'inverse d'une délégation de pouvoir qui illusionne, nous considérons qu'il faut un vrai contrôle démocratique et une mobilisation permanente.

Il est indispensable de bien partir des préoccupations de la population, de rechercher en permanence à répondre aux attentes des salariés. Nous considérons



A noter !

Nous sommes dans la phase de construction du Programme Partagé Populaire que le Front de Gauche proposera lors des échéances électorales de 2012. Faites part de vos propositions et réactions. Exprimez vous, participez.

Envoyez vos contributions à : sante@pcf.fr
Site de la commission du Pcf : sante.pcf.fr

Propositions (suite)...

L'investissement institutionnel doit être de la responsabilité du budget de l'Etat. La taxe sur les salaires payée par le service public hospitalier doit être supprimée. La TVA doit être remboursée aux hôpitaux.

Développement du service public hospitalier et des alternatives publiques à l'hospitalisation temps plein

Mise dans le service public de l'Etablissement Français du Sang, avec une place spécifique pour les associations de donneurs.

Sortie des contraintes du marché financier des questions bioéthiques.

Mise en place d'une réelle démocratie sanitaire de proximité !

Un débat public pour une réforme progressiste de la psychiatrie, respectant les libertés individuelles.

Développement des centres de santé comme réponse de proximité.

Promouvoir la prévention sous toutes ses formes et à tous les âges de la vie. La sécurité sociale et la mutualité doivent y contribuer directement.

Mettre la santé au travail sous le contrôle des salariés.

que les Observatoires Régionaux de Santé (ORS) doivent être plus sollicités pour objectiver les besoins de la population, leurs évolutions, leurs caractéristiques. Les Conseils régionaux doivent les mandater en ce sens. Les Assises Régionales de Santé, vrais contre pouvoir démocratique populaire, doivent avoir accès à ces études pour contrôler en toute transparence l'organisation sanitaire et sociale. Les communes et départements doivent être associés à cette démarche en lien avec les Ateliers Santé-Ville.

Les propositions en matière du social et du sanitaire sont bien identitaires d'une politique de gauche. S'il en était besoin, la hargne de la droite à privatiser et remettre en cause en porte la preuve. Il faut des mesures fortes immédiatement et dans la durée.

Par exemple, concernant l'âge de départ en retraite, nous considérons que notre proposition du départ en retraite à 60 ans avec une négociation pour les départs anticipés prenant en compte la pénibilité est une des mesures à prendre dès le début du mandat législatif.

La proximité en matière d'offre de soins est une des demandes légitimes de la population.

Si d'aucuns proposent la solution des Maisons de santé qui sont des nouvelles formes d'exercice libérales, nous sommes pour développer les centres de santé. Ce sont les seules structures de soins de proximité qui garantissent l'accès aux soins et à la prévention pour tous par le respect des tarifs conventionnés et la pratique du tiers payant. Le salariat et l'exercice d'une médecine d'équipe pluridisciplinaire de qualité rendent les centres de santé attractifs pour les professionnels de santé, particulièrement les plus jeunes.

Enfin, nous considérons qu'il faut revenir et développer les principes forts de la mise en place de la Sécurité Sociale. La Solidarité nationale avec la sécurité sociale est une vraie idée d'avenir. Le financement de la sécurité sociale doit être sur la base des cotisations liées au travail. Il sera complété par une cotisation sur les revenus financiers des entreprises et des banques. La gestion de la sécurité sociale doit être rendue aux assurés sociaux avec le retour aux élections pour le conseil d'administration des caisses de sécurité sociale. Les associations doivent pouvoir trouver une place en leur sein. Ni étatisation comme avec la CSG, ni assurances privées mais une prise en charge à 100% par la sécurité sociale financée par les cotisations.

Oui, l'avenir est de ce côté là !
Construisons-le ensemble !



Pour faire le choix
de l'humain

Pour
combattre
la droite

J'ADHÈRE

Pour continuer
le Front de gauche

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

E-mail : _____ Tél : _____